

# ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2023

---

PLFSS POUR 2024 - (N° 1682)

**RETIRÉ AVANT DISCUSSION**

## AMENDEMENT

N° AS2438

présenté par

M. Peytavie, Mme Garin et Mme Rousseau

-----

### ARTICLE ADDITIONNEL

**APRÈS L'ARTICLE 28, insérer l'article suivant:**

La réalisation d'un acte de télémédecine ne peut donner lieu à la facturation à l'usager de frais supplémentaires, de frais d'accès ou de frais de service, par le professionnel médical ou la société de téléconsultation le cas échéant, non prévus par les tarifs de la convention médicale.

### EXPOSÉ SOMMAIRE

L'accès aux consultations médicales doit rester financièrement soutenable pour les usagers. Des facturations abusives par des professionnels de santé ou société de téléconsultation à l'occasion d'actes de télémédecine sont fréquentes : frais pour accéder à une borne ou cabine de téléconsultation, frais pour déplacer ou annuler un rendez-vous, etc.

Les usagers n'ont qu'une information très lacunaire de ces potentiels frais, comme soulevé par la DGCCRF, constat aussi réalisé concernant l'information sur les dépassements d'honoraires ou absence de remboursement des téléconsultations hors parcours coordonné.

Il est donc nécessaire pour protéger les patients et leur accès aux soins de limiter leur reste-à-charge dans l'accès aux téléconsultations, et d'aligner les conditions de facturation à celles des consultations en présentiel. Les coûts applicables doivent donc être ceux prévus par les tarifs de la convention médicale.

Tel est l'objet du présent amendement, proposé par France Asso Santé.